

La discussion des budgets 2020 de la Région de Bruxelles-Capitale Parlement bruxellois – jeudi le 12 décembre 2019

Le budget de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire commune pour 2020 est à l'ordre du jour aujourd'hui.

Nous avons tenu des élections à la fin du mois de mai. Et fin juillet, après avoir rédigé un ambitieux programme de gouvernement pour la période 2019-2024, le nouveau gouvernement a pu prêter serment. Un gouvernement avec 6 nouveaux ministres.

Le nouveau gouvernement fait preuve de prudence. Il est bon que les nouveaux ministres et secrétaires d'État se donnent le temps de bien connaître leurs compétences et leurs services avant de mettre pleinement en œuvre les options politiques de l'accord de coalition.

Il est donc normal que l'ajustement budgétaire de 2019, que nous avons adopté il y a deux semaines, soit essentiellement de nature technique.

Il est donc normal que le budget 2020 actuel présente, généralement, de nombreuses similitudes avec le budget de l'année précédente.

Ce n'est qu'au printemps que nous pourrions nous attendre à des changements plus radicaux dans les chiffres du budget. Pour la première fois depuis de nombreuses années, le gouvernement annonce déjà un ajustement budgétaire pour le printemps 2020. Cet ajustement façonnera l'évolution de la politique.

Et la volonté d'investir massivement est toujours présente.

Ces investissements ont déjà fait l'objet de nombreuses discussions.

Selon certains, ils accablent les générations futures d'une dette trop lourde ou mettent en péril la santé financière de notre région. On nous a présenté des scénarios pessimistes, apocalyptiques, des comparaisons avec le passé, des traductions simplistes de la gestion du budget familial en comptabilité publique, des références à la politique d'investissement du secteur privé qui correspondent parfaitement à nos besoins...

Bien sûr, cela fait partie du jeu entre la majorité et l'opposition.

Ces discussions n'ont pas empêché les gouvernements successifs de poursuivre une trajectoire budgétaire exemplaire.

Le seul critère d'évaluation de ce cheminement est celui des comptes, qui sont battus en brèche par l'Institut des comptes nationaux. Quiconque examine leurs rapports les trouvera confirmés.

La semaine dernière, nous avons organisé une soirée débat avec le professeur Paul De Grauwe. Véritable natif de Bruxelles, mais aussi économiste et publiciste de renommée internationale, actuellement rattaché à la London School of Economics and Political Science, une autorité sur les relations entre le marché et le gouvernement. En fait, j'aurais dû inviter des collègues...

Qu'avons-nous appris?

Une première idée fausse qu'il faut éliminer est que seuls les investissements privés seraient productifs.

Les investissements privés sont certes productifs, mais les investissements publics judicieux le sont aussi.

Si l'on veut que le moteur économique continue de tourner, ils sont absolument nécessaires. Donc... si, en raison de l'évolution démographique et de l'importance internationale croissante de notre région, il n'est pas urgent d'investir dans l'amélioration de la mobilité et de l'efficacité des transports publics, l'activité économique risque de ralentir, de réduire la qualité de vie, la productivité et de provoquer un appauvrissement.

C'est un phénomène qui se produit dans les zones urbaines en Europe. Elle est le résultat d'un désinvestissement dans les infrastructures publiques qui a eu lieu au cours des dernières décennies.

Dans l'après-guerre, dans les années soixante dorées, toute l'Europe a investi massivement dans le secteur public, dans le domaine public, dans le progrès. Pendant des décennies, dans les années 80 et 90, et au début de ce siècle, nous avons pu compter sur ces investissements. Nous avons connu une croissance économique et une prospérité croissante.

Cependant, les années soixante ont été suivies de périodes de stagnation et de crise. Les ressources disponibles ont été utilisées au maximum par les gouvernements pour maintenir le niveau de prospérité, afin de garantir la sécurité sociale, qui a considérablement augmenté depuis lors.

Ils sont allés jusqu'à créer des dettes, non pas pour investir, mais pour couvrir les dépenses courantes au profit de la population. À un certain moment, ils ont même dû emprunter pour payer les intérêts sur l'encours de la dette. Il y a eu un effet boule de neige sur l'intérêt. Cela a conduit à l'inflation, à des taux d'intérêt élevés et a freiné non seulement l'investissement public, mais aussi l'investissement privé. Une grave récession était imminente et le gouvernement européen a donc contraint les gouvernements nationaux à y mettre un terme. Nous nous sommes retrouvés dans une longue période de restrictions budgétaires, d'économies. Investir dans les infrastructures gouvernementales indispensables est devenu la dernière des priorités.

Entre-temps, les infrastructures sont devenues obsolètes. Les grands "ouvrages" tels que les ponts et tunnels tendent à être pleinement amortis au bout d'une trentaine d'années. Avec quelques travaux de réparation, leur durée de vie peut être un peu prolongée, mais tôt ou tard les choses tourneront mal.

C'est en fait l'histoire de nos tunnels bruxellois, presque tous construits avec l'argent des années soixante, puis complètement épuisés jusqu'à ce qu'ils commencent littéralement à s'effondrer.

C'est l'histoire de notre métro. Une fois commencé avec beaucoup d'enthousiasme et après avoir terminé quelques lignes, jamais élargi.

Où en sommes-nous aujourd'hui?

Après de nombreuses années de désinvestissements, il y a une prise de conscience sur le changement de cap et sur la reconstruction de la prospérité et la croissance par des investissements publics. Surtout dans les villes.

La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, a esquissé une nouvelle perspective à ce sujet dans son discours inaugural. C'est encourageant.

Le nouveau commissaire européen à l'économie, Paulo Gentiloni connaît cette problématique, en tant qu'Italien.

Le fait que la Belgique, avec l'ancien Premier ministre Charles Michel comme président du Conseil européen et Didier Reynders comme commissaire européen, est désormais en mesure de soulever et défendre l'idée d'un "pacte d'investissement" au plus haut niveau compétent est plus que prometteur.

Notre pays a été le premier à mettre le doigt sur le problème. Nous devons adapter les règles comptables européennes aux nouveaux besoins et aux nouvelles réalités. Mon groupe est convaincu de cette réussite.

Nous ne devons pas manquer les opportunités économiques, budgétaires et financières qui se présentent aujourd'hui. Le budget de la région bruxelloise est structurellement équilibré, nous avons d'ailleurs une note AA+. Le taux d'intérêt n'a jamais été aussi bas. Le coût annuel de notre dette en cours est plus que maîtrisé.

Comme l'ont démontré notre ministre des Finances, Sven Gatz, et notre directeur de l'Agence bruxelloise de la dette, Dominique Outers, au sein de la Commission des Finances, nous sommes parfaitement capables de gérer les investissements prévus. L'encours de la dette augmentera, mais son remboursement ne compromettra pas les dépenses courantes.

Dans ces circonstances, nous ne léguons pas aux générations futures une dette insupportable, mais nous investissons dans les infrastructures dont elles ont absolument besoin pour construire l'avenir.

Gouverner, c'est prévoir, gouverner, c'est préparer l'avenir.
C'est ce que nous devons faire maintenant et c'est ce que le gouvernement fera.

Mais nous devons le faire avec sagesse et dans le respect des règles. Madame Bertrand et Madame Van achter, mon groupe et moi-même ne sommes pas insensibles à certaines de vos remarques.

Nous voulons être clairs.

Les investissements dont nous parlons, les investissements que nous voulons garder en dehors du budget des dépenses courantes, pour lesquels nous voulons emprunter... ne doivent pas être des dépenses courantes cachées.

Il doit s'agir d'investissements productifs. Les placements qui sont soumis à des règles d'amortissement à long terme dans tout système comptable normal.

À notre avis, le tableau est juste. Et cela doit rester ainsi.

Cela devra également être le cas lors de l'ajustement budgétaire du printemps.

Mais qu'en est-il des nouvelles initiatives du gouvernement?

L'adage dit: "*tout beau, tout neuf*". Ce n'est pas toujours aussi facile en politique, parce que les ressources ne sont pas illimitées, bien sûr.

Dans la région bruxelloise, on parle de 5 milliards d'euros, ce qui est un montant assez important. Un montant raisonnable pour cofinancer les tâches du gouvernement régional.

Les nouveaux membres du gouvernement veulent développer leurs propres initiatives, et mettre l'accent sur leurs propres priorités. C'est tout à fait normal.

Mais faire de la politique, c'est faire des choix!

Celui qui veut financer quelque chose de nouveau devra inévitablement chercher de la place dans les ressources dont il dispose.

Quelque chose peut être aboli:

- Parce que ce n'est plus une priorité.
- Parce qu'elle est dépassée.
- Parce qu'elle s'est avérée inefficace.

Il ne suffit pas de faire ces choix. Au cours des discussions budgétaires au sein des différentes commissions, à quelques exceptions près, j'ai très peu entendu parler des domaines dans lesquels la marge de manœuvre budgétaire pouvait être dégagée.

Les prochains mois devront donc être mis à profit pour préparer un grand nettoyage de printemps. Ce n'est qu'à ce moment que l'ajustement budgétaire annoncé sera significatif. Les balais sont neufs et, en principe, ils doivent pouvoir parfaitement balayer.

Mon groupe appelle à un sens des responsabilités.

Soyez enthousiastes à l'égard de l'élaboration d'une nouvelle politique, mais soyez tout aussi motivés à élaguer et à désherber. Ne regardez pas dans le jardin de quelqu'un d'autre.

C'est un exercice qui doit avoir lieu au début de la nouvelle législature.

C'est un exercice qui déterminera le cours de cette législature.

C'est un exercice qui déterminera si le nouveau gouvernement réussira.

Alexia et Cielte marquaient un point. Le taux de sous-utilisation dans certains domaines politiques indique qu'il existe une marge de manœuvre pour procéder à des ajustements dans ces domaines.

Il n'est pas logique non plus que les para-régionaux accumulent ou accumulent des trésors.

Au cours d'une réunion de comité, il a été dit que c'était toujours le cas.

En cette période de taux d'intérêt négatifs, l'accumulation de capital est contre-productive.

Avec les règles comptables européennes à l'esprit, c'est même stupide.

Rechercher des gains d'efficacité. Au cours de la dernière législature, la région a apporté un soutien incroyable aux autorités locales.

Monsieur le Ministre-Président, dans le cadre de votre politique, les municipalités sont passées d'un déficit mondial à un équilibre structurel et même à un excédent mondial.

Grâce à une coopération plus étroite avec la région et à une coopération mutuelle plus étroite, ils peuvent, eux aussi, réaliser des gains d'efficacité. Nous devons les encourager à le faire.

Seules des perspectives de croissance limitées sont attendues en Europe dans les années à venir. Il ne faut pas espérer une augmentation soudaine de la croissance pour pouvoir financer facilement de nouvelles politiques.

L'Open Vld veut permettre des investissements importants et nécessaires, mais notre ministre et nous-mêmes serons vigilants pour que l'équilibre structurel ne soit pas mis en péril.

Mon groupe est convaincu, Monsieur le Ministre-Président, Monsieur le Ministre des Finances et du Budget, que vous réussirez, avec vos collègues, à réaliser un grand nettoyage de printemps. Afin de rester dans le monde du jardinage, *"l'argent ne pousse pas sur les arbres."*

Nous approuvons donc l'actuel budget 2020.

Carla Dejonghe

Cheffe de groupe de l'Open Vld